

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS Ancien site minier uranifère - JACQUOTS (LES) à GRURY

Description de l'établissement

Nom : Ancien site minier uranifère - JACQUOTS (LES)
Adresse : JACQUOTS (LES)
Commune principale : GRURY (71227)
Communes secondaires : Non renseigné
Activités : Non renseignée
Description : Non renseignée

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 31/05/2023

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00065600101

Ancien identifiant SIS : 71SIS11176

Description¹ : Ancien site d'exploitation du minerai d'uranium passé dans le droit commun (i.e. sorti de police des mines). Les travaux miniers ont consisté en l'exploitation de deux mines à ciel ouvert, dont l'une a été exploitée par la suite en souterrain.

Date début travaux : 1981.

Date fin travaux : 1990.

Date fin réaménagement : 1991.

Les travaux de réaménagement ont consisté à remblayer les deux fosses, l'entrée des deux descenderies sur 20 m de longueur et le montage sur toute sa hauteur. Ces trois ouvrages de liaison fond-jour ont ensuite été recouverts par 20 à 30m de stériles.

Deux verses à stérile sont présentes sur site.

Les mesures réalisées sur le site lors du bilan environnemental (2010) sont supérieures au bruit de fond géochimique (milieu naturel : 100 à 120 chocs/s - site : 120 à 800 chocs/s). Les débits de dose mesurés par l'IRSN confirment globalement ceux rapportés par Areva dans le bilan environnemental. Ils se situent dans la gamme de valeur du bruit de fond avec quelques valeurs supérieures localement au bruit de fond.

Observations: Référence :

- BILAN ENVIRONNEMENTAL - Sites miniers de la Saône-et-Loire (rapport 2010)
- Contrôles de second niveau effectués sur les anciens sites miniers d'uranium de la Saône et Loire (rapport 2012)

L'article L. 125-7 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols fait l'objet d'un contrat

de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'État. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

En application des articles L. 556-2 et R. 556-2 du code de l'environnement et R. 43116 et R. 442-8-1 du code de l'urbanisme, sur un terrain répertorié en secteur d'information sur les sols, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager une attestation garantissant la réalisation d'une étude de sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement. La présence de cette attestation (ATTES-ALUR) dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager est vérifiée par le service urbanisme de la collectivité compétente.

Cette étude de sols comprend un diagnostic et un plan de gestion en découlant. Le plan de gestion définit les mesures de gestion permettant d'assurer la compatibilité entre l'état du site et l'usage futur souhaité au regard de l'efficacité des techniques de réhabilitation ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 30/05/2023

Enjeux et environnement : Les mesures réalisées sur le site lors du bilan environnemental (2010) sont supérieures au bruit de fond géochimique (milieu naturel : 100 à 120 chocs/s - site : 120 à 800 chocs/s). Les débits de dose mesurés par l'IRSN confirment globalement ceux rapportés par Areva dans le bilan environnemental. Ils se situent dans la gamme de valeur du bruit de fond avec quelques valeurs supérieures localement au bruit de fond.

Observations: Référence :

- BILAN ENVIRONNEMENTAL - Sites miniers de la Saône-et-Loire (rapport 2010)
- Contrôles de second niveau effectués sur les anciens sites miniers d'uranium de la Saône et Loire (rapport 2012)

Description³ : Ancien site d'exploitation du minerai d'uranium passé dans le droit commun (i.e. sorti de police des mines). Les travaux miniers ont consisté en l'exploitation de deux mines à ciel ouvert, dont l'une a été exploitée par la suite en souterrain.
Date début travaux : 1981.
Date fin travaux : 1990.
Date fin réaménagement : 1991.
Deux verses à stérile sont présentes sur site.

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Non renseigné

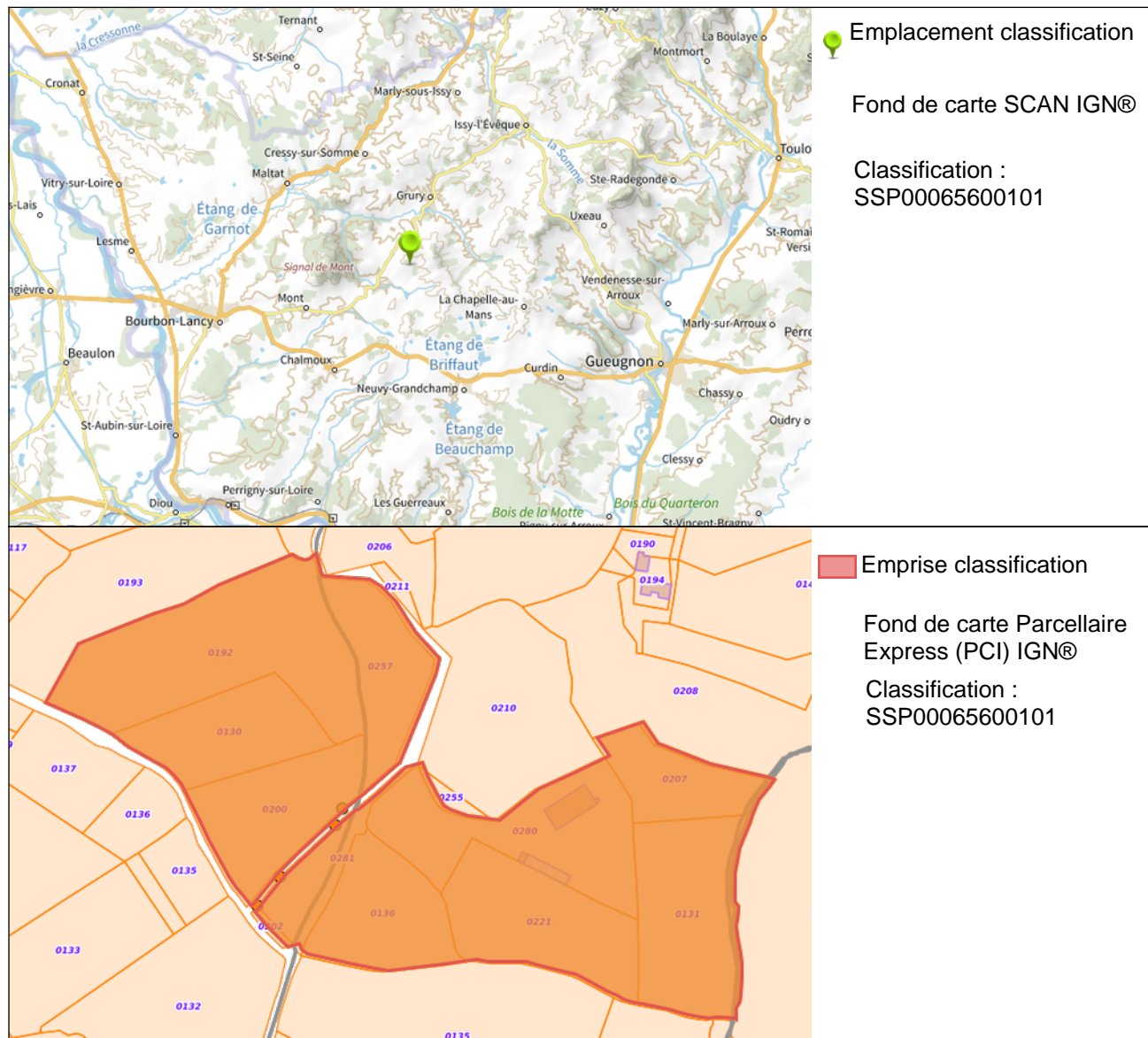
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
GRURY	2	0G	0131	71
GRURY	2	0G	0136	71
GRURY	2	0G	0207	71
GRURY	2	0G	0221	71
GRURY	2	0G	0257	71
GRURY	2	0G	0280	71
GRURY	2	0G	0281	71
GRURY	2	0H	0130	71
GRURY	2	0H	0192	71
GRURY	2	0H	0200	71
GRURY	2	0H	0202	71
GRURY	2	0H	0203	71

Plans cartographiques :



Coordonnées du centroïde
RGF93 / Lambert-93
(EPSG:2154) :

Long. : 768657.3355423167, Lat. : 6616409.963886196

Superficie estimée :

86928 m²

1 - Pour les établissements renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les établissements créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.